

communiqué de presse

DÉPENSES POUR LA CONSTRUCTION A GENEVE : FORTE AUGMENTATION EN 1983 ET BONNES PERSPECTIVES POUR 1984

Comme chaque année, le service cantonal de statistique (SCS) a effectué dans le canton de Genève l'enquête de l'office fédéral des questions conjoncturelles (OFQC) concernant les dépenses pour les constructions réalisées durant l'année écoulée et celles prévues pour l'année en cours. La publication des résultats provisoires est suffisamment significative car ils représentent, selon l'expérience des années précédentes, environ 95% des montants définitifs. L'essentiel de la différence est dû aux travaux des administrations fédérales à Genève qui ne sont pas enregistrés par le SCS, mais directement par l'OFQC. Cette enquête est la plus complète en la matière dans la mesure où elle couvre aussi bien le secteur privé que le secteur public, quel que soit le type de travaux (génie civil, construction neuve, rénovation...).

Au vu de ces premiers résultats, l'activité du secteur de la construction, dans le canton de Genève, s'est fortement accrue en 1983 et cette augmentation semble devoir se poursuivre en 1984 et 1985.

RESULTATS PRINCIPAUX

Le montant total dépensé a passé de 1 550 millions de francs en 1982 à 1 756 millions de francs en 1983, soit une augmentation de 13,3%. Simultanément, l'indice zurichois du coût de la construction (base avril 1977 = 100) passait de 133,8 au 1er octobre 1982 à 129,6 au 1er octobre 1983, soit un recul de 3,1%. En admettant que cet indice puisse être appliqué à Genève et compte tenu de sa baisse, l'accroissement, en termes réels, s'établit à 17,0%.

Quant aux sommes prévues, le montant total s'élève à 2 060 millions de francs pour 1984 contre 1 833 millions de francs en 1983, soit une augmentation de 12,4% en valeur nominale.

En 1983, la répartition des dépenses entre les secteurs public et privé a été la suivante : 532 millions, soit 30,3%, pour le secteur public et 1 224 millions, soit 69,7%, pour le secteur privé. Les prévisions pour 1984 s'élèvent à 664 millions, soit 32,2%, pour le secteur public et 1 396, soit 67,8%, pour le secteur privé.

Des chiffres et commentaires plus détaillés sont disponibles, sur demande, au service cantonal de statistique.

